

Européennes : l'Europe de Sarkozy

mercredi 13 mai 2009, par [GROND Pierre-François](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mai 2009).

Par deux meetings, en France et en Allemagne, Sarkozy est entré en campagne européenne. En pleine crise économique, il fait diversion et joue sur les peurs xénophobes en centrant son orientation sur l'adhésion de la Turquie.

Comment éviter de tirer le bilan de plus de 25 ans de politiques ultralibérales de l'Union européenne ? Tel est, de fait, le parti pris d'un pouvoir englué dans la crise économique. La liste des méfaits est longue : la libre circulation des capitaux sans contrôle et l'explosion des paradis fiscaux ; la destruction méthodique des services publics par la déréglementation des marchés puis la privatisation des entreprises publiques ; la mise en concurrence des travailleurs, des systèmes de protection sociale, des fiscalités, enclenchant une pression à la baisse en faveur des multinationales et des capitalistes ; la marchandisation générale des activités humaines, ouvrant au capital des sphères qui lui étaient interdites...

Si la crise actuelle trouve son origine aux Etats-Unis, elle se développe également dans une Europe actrice de la mondialisation capitaliste et adepte des recettes ultralibérales. En quoi les institutions européennes protègent-elles aujourd'hui les travailleurs et les citoyens des licenciements, de la précarisation et de la régression du pouvoir d'achat ? Les délocalisations se poursuivent au sein même de l'Union, tandis que des pays de l'est de l'Europe sont plongés dans la catastrophe économique et soumis aux prêts et aux diktats du FMI. Sarkozy aura réussi à faire adopter le traité de Lisbonne, c'est-à-dire les recettes politiques qui nous ont plongés dans la crise la plus grave depuis 1929. Il faut dire que le PS, le Modem et les Verts l'ont aidé à faire passer en catimini le traité de Lisbonne, tant scandaleux par son contenu que par son adoption antidémocratique, qui méprise le choix populaire du « non » en 2005.

Sarkozy aura également décidé du retour de la France dans le commandement militaire de l'Otan. Un choix aux conséquences multiples, ayant des conséquences très concrètes en Afghanistan, et contre lequel nous avons manifesté à Strasbourg. Là encore, comme pour le traité de Lisbonne, cette décision politique aura été prise bien loin des suffrages populaires, par le simple vote des parlementaires, alors même qu'une majorité du pays était opposée au choix présidentiel. Décidément, l'Europe et l'ordre de ce monde sont des questions trop sérieuses pour être soumises au peuple...

Pourtant, le 7 juin, on vote. Certes, pour élire un Parlement qui n'en a que le nom, dans un climat abstentionniste méthodiquement entretenu... Alors le président parle de la Turquie pour réveiller les fantasmes xénophobes et mobiliser l'électorat de l'ultradroite. En comptant sur ses amis allemands de la démocratie chrétienne qui, eux, sans langue de bois, définissent l'Europe comme un club chrétien. N'hésitons pas, le 7 juin, à utiliser les listes du NPA pour sanctionner Sarkozy, l'Europe capitaliste et, au-delà, défendre une Europe solidaire de tous les peuples, y compris des peuples de la Turquie.

* Paru dans « Tout est à nous » (TEAN) n° 8 du 14 mai 2009.